



Monsieur Jean Castex
Premier ministre
57 rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 27 janvier 2021

Monsieur le Premier ministre,

La jeunesse de notre pays est au bord de la rupture.

Toutes les organisations de jeunesse, tous les mouvements étudiants, tous les collectifs de jeunes précaires dressent ce même constat unanime. Les remontées qui nous parviennent de la part de ces relais de la jeunesse sont les mêmes : la détresse psychologique se répand, le recours à l'aide alimentaire d'urgence explose, les étudiants décrochent massivement, la précarité matérielle et financière atteint des proportions inédites.

Le mercredi 20 et le mardi 26 janvier, ce sont des milliers d'étudiants qui sont descendus dans la rue pour exprimer leur colère. Mais leurs voix sont aussi celles de toute la jeunesse. Une génération, déjà fragilisée par un manque d'investissement dans l'université, un accès au marché du travail compliqué et qui subit de plein fouet les effets de la crise sanitaire.

Des étudiants, sans cours en présentiel, sans possibilité de prendre un travail, isolés dans leur logement souvent petit, sans aucune vie sociale. Lutter contre l'isolement doit devenir une priorité.

La vérité, dure, froide, concrète de cette génération peut s'exprimer en deux chiffres. En 2018, 12,6% des 18-26 ans vivaient sous le seuil de pauvreté, soit plus d'un million de personnes - chiffre qui risque encore d'augmenter avec la crise. Et en juin 2020, 23% des jeunes ont déclaré avoir eu des envies suicidaires lors du premier confinement. Qu'en est-il aujourd'hui, alors qu'ils voient de moins en moins de perspective d'avenir ?

Face à cette situation, votre gouvernement a pris plusieurs mesures : accompagnement pour la santé mentale des étudiants, doublement du nombre de psychologues dans les universités, deux repas universitaires par jour à un euro sur demande, prime exceptionnelle pour les étudiants boursiers et pour les étudiants touchant les APL, retour des cours en présentiel un jour par semaine et sur demande. Si certaines mesures méritent d'être saluées, cette politique ne prend pas la mesure de la détresse de notre jeunesse, aussi bien dans sa portée que son ampleur.

Chacun de ces dispositifs vise à pallier les effets de la crise sanitaire et devrait s'éteindre une fois celle-ci passée. Or, cela fait plusieurs années que les étudiants s'enfoncent peu à peu dans la pauvreté. Le Covid n'est qu'un révélateur et un facteur d'aggravement de leur situation et non pas – comme vous l'avez annoncé devant le Sénat ce 20 janvier – « la cause de toutes les difficultés que nous rencontrons ».

Ces mesures ne résoudront pas la crise profonde qui bouleverse notre jeunesse et il faut, de toute urgence, changer de méthode. Toute une génération est au bord de



l'implosion et si nous ne répondons pas, aujourd'hui, à leur appel, notre pays devra, demain, en affronter les terribles conséquences humaines et sociales.

Désireux de s'inscrire dans une démarche constructive et durable, nous appelons à un plan massif d'investissement dans les universités, pour soutenir la jeunesse, sur le long-terme autour des grands axes suivants :

- **L'égalité** : de traitement entre tous les étudiants, qu'ils soient en classes préparatoires aux grandes écoles, en BTS ou à l'université ;
- **Le retour en cours des étudiants** : avec des moyens humains et techniques pour permettre le dédoublement des groupes ou des cours hybrides (cours présentiel diffusé aussi en distanciel) en faisant confiance à la communauté universitaire pour organiser au mieux et en fonction des contraintes et possibilités du contexte ;
- **L'inclusion de tous les étudiants** : avec une adaptation des examens à la situation sanitaire et l'assurance qu'aucun étudiant ne sera pénalisé en raison de l'épidémie ;
- **Des investissements sanitaires massifs** : dans les locaux universitaires, en matière de ventilation et d'équipement numérique ;
- **Une politique de recrutement sanitaire ambitieuse** : pour garantir un nombre suffisant d'assistantes sociales et de professionnels de santé auprès des étudiants ;
- **Une sécurité financière accrue** : une aide d'urgence pour tous les étudiants ainsi qu'une revalorisation significative des bourses et des APL ;
- **Une politique de santé mentale d'urgence** : avec le remboursement sans avance de frais des consultations de psychologie de ville ;
- **Un filet de sécurité pour toute la jeunesse** : avec l'ouverture du RSA aux moins de 25 ans.

La crise actuelle nous oblige envers notre jeunesse. A l'écouter, à la soutenir, à lui donner les moyens nécessaires à son émancipation et son épanouissement. Montrons-nous à la hauteur des enjeux, avec tout le soutien financier et technique de l'Etat et des collectivités.

Au-delà des réponses urgentes à apporter à la crise, il convient de repenser les moyens alloués aux universités françaises afin de garantir un accès égal et qualitatif pour tous les étudiants à l'enseignement supérieur.

Ces mesures que nous appelons de nos vœux ne sont pas des dépenses inutiles, mais des investissements nécessaires. Investissons dans notre avenir, investissons dans notre jeunesse !

Dans l'attente de votre retour et de mesures fortes, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

Guillaume Gontard
Sénateur de l'Isère
Président du groupe EST

Monique de Marco
Sénatrice de la Gironde

Thomas Dossus
Sénateur du Rhône